

De la liberté de caricaturer...

A NYC : des musulmans victimes de discriminations ?

Si les New Yorkais ne sont pas choqués par les conditions de sécurité qui se sont renforcées dans les rues de la ville depuis cinq ans, certains s'indignent des libertés souvent écornées par l'administration Bush. Comment, en particulier, vivent les 600 000 musulmans de la ville ? Souffrent-ils de discriminations ? En quoi la lutte contre le terrorisme va-t-elle à l'encontre des droits de l'homme ? Reportage...

Ces Libanais coulent des jours paisibles sur Steinway Street. © Célia Quilleret / RF

Le rêve américain à Astoria. Lorsque l'on se promène sur Steinway Street, dans le quartier d'Astoria, en plein cœur du Queens, ou même à Brooklyn, les Libanais, Marocains, Palestiniens paraissent très bien intégrés. Ils ont réussi à monter leur affaire, fument tranquillement leur narguilé en buvant un soda à la tombée de la nuit. Bref, ils parlent de tout et de rien et surtout pas de discriminations. Ghassan El Chekali, libanais, dirige la plus grande école musulmane de New York, « Rhazi school ». S'il a bien constaté des difficultés pour la communauté juste après le 11 septembre, « parce que vous savez, les médias ont trop insisté sur le fait que les musulmans étaient à l'origine de ce terrorisme, peu de mois après, tout est redevenu normal », affirme-t-il. « Tout le monde a fait des efforts pour que ça aille mieux », explique-t-il, « les chefs des communautés d'une part et les autorités de la ville de l'autre ». Un sentiment partagé par Najib Nanni, ce restaurateur marocain arrivé en 1972 à New York, une ville qu'il adore. « On a tout ce qui faut ici, la liberté, et on gagne assez d'argent », s'exclame le patron du « Jour et nuit », même s'il avoue qu'aujourd'hui, « le business va un peu moins bien qu'avant ».

Katherine Abbad, directrice du comité arabo-américain anti-discrimination de New York. © Célia Quilleret / RF

Délits de faciès. Pourtant, si elles ne sont pas si visibles, des discriminations existent. Le comité arabo-américain anti-discrimination (ADC) a recensé près de 60 000 cas de ce type depuis cinq ans. Et dans l'année qui a suivi le 11 septembre 2001, le FBI a noté une multiplication par douze des crimes raciaux, toujours selon ADC. Lena Alhusseini, la directrice du comité de soutien des familles musulmanes arabo-américaines, située à Brooklyn, estime que la situation s'est améliorée depuis cinq ans. Mais il y a toujours beaucoup d'incompréhension. Et de citer en exemple le cas d'un « sikh, pourtant non musulman, tué parce qu'il portait un turban sur la tête », ou le cas d'une « femme agressée dans la rue par quelqu'un qui lui arrachait son « hidjab », le voile musulman... Des associations, comme «

The American civil liberties union », constatent également que des musulmans, de pays arabes ou d'Asie du sud, sont trop souvent détenus et interrogés par les officiers de sécurité des aéroports, sans autre raison autre que leur provenance ethnique. Et au-delà de ces incivilités, les associations d'arabes américains constatent surtout que les délais s'allongent jusqu'à cinq à six mois pour obtenir un visa ou une carte verte.

L'imam de la grande mosquée de New York, Omar Abu Namous. © Célia Quilleret / RF

Suspensions et ignorance. La vie des musulmans a donc bien un peu changé depuis le 11 septembre. Ce qui est le plus difficile pour l'imam de la grande mosquée de New York City, Omar Abu Namous, située non loin de Harlem, au nord de Manhattan, c'est la suspicion constante de certains Américains. « D'une certaine façon, les musulmans sont suspectés d'être contre ce pays mais nous ne sommes pas contre ce pays ! », s'insurge-t-il. Et il ne peut s'empêcher de rapporter cette anecdote qui l'a choqué. Deux semaines auparavant, la chaîne de télévision américaine CNBC est venue l'interviewer à la mosquée et ils lui ont demandé « pourquoi les musulmans veulent-ils détruire les Etats-Unis ? ». Il était soufflé : « mais j'ai répondu, mais comment pourrions nous détruire un pays qui abrite 11 à 12 millions d'immigrants illégaux ? Et surtout, je leur ai dit de faire la différence entre deux choses : les Etats-Unis en tant que pays et l'administration Bush ! » Des efforts de pédagogie semblent parfois nécessaires et l'imam le sait, c'est aussi son rôle d'expliquer les origines et les principes de sa religion.

La mosquée, ou 'centre islamique de NYC' est située au nord est de Manhattan, non loin de Harlem. © Célia Quilleret / RF

Une guerre contre les droits de l'homme. L'imam reproche en effet au président sa politique anti-musulmane, à l'origine de ces amalgames. « L'administration Bush bafoue les droits de l'homme depuis le 11 septembre et c'est encore plus grave que les discriminations », s'insurge Kenneth Roth, directeur de l'ONG Human Rights Watch , située au 34ème étage de l'Empire State Building. Pour lui, le vrai changement depuis 2001 se situe au niveau de la politique étrangère américaine. « L'administration Bush considère que sa guerre contre le terrorisme est mondiale. Cela signifie qu'ils peuvent arrêter n'importe qui, n'importe où... Cela peut être dans les rues de Paris... » Et d'ajouter : « s'ils prétendent que cette personne est terroriste, alors ils se permettent de l'emprisonner à Guantanamo, ou ailleurs, sans jamais la juger au préalable ». L'ONG, dont la mission est de s'assurer du bon respect des droits de l'homme, n'est pas au bout de ses peines...

Reportage réalisé à New York par Célia Quilleret.